

RAPPORT N°2023/5-33
au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 2 novembre 2023

DEMANDE D'EXONERATION AU VERSEMENT MOBILITE – FONDATION ABBE PIERRE

Préambule :

Conformément à l'article L.2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est stipulé que « *les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique, à but non lucratif dont l'activité est de caractère social, peuvent être assujetties au versement destiné au financement des transports en commun ...* ».

De ce fait, pour qu'un établissement soit exonéré au Versement Mobilité, il faut que les 3 conditions cumulatives suivantes soient remplies de manière stricte :

- Être une fondation ou une association reconnue d'utilité publique ;
- Être une fondation ou une association à but non lucratif ;
- Avoir une activité à caractère sociale.

Dans le cadre des dispositions ci-dessus, la Fondation Abbé PIERRE a sollicité la collectivité pour une exonération au Versement Mobilité.

Cette fondation pour le logement des défavorisés a été fondée en 1990. Reconnue d'utilité publique par décret du 11 février 1992, elle a pour objet :

- a) D'apporter une aide concrète et efficace aux personnes et famille rencontrant de graves difficultés de logement ;
- b) De les accueillir temporairement dans des résidences de logement d'urgence ou de convivialité ;
- c) De rechercher et de trouver des logements adaptés à leurs besoins et à leurs ressources ;
- d) De susciter et d'encourager les initiatives publiques ou privées permettant la production et la gestion de logements destinés aux populations défavorisées ;
- e) De favoriser l'animation sociale et culturelle des quartiers et des villes contribuant à améliorer la promotion et l'insertion des familles en difficulté par le logement ;
- f) D'affirmer le caractère d'assistance et de bienveillance des actions entreprises dans le soutien et l'accompagnement pour loger les sans-abris en France et dans le monde, plus particulièrement dans les pays en voie de développement ;
- g) D'entreprendre les actions nécessaires auprès des instances nationales et internationales publiques ou privées, pour une prise en charge des problèmes liés au logement des personnes en difficulté, conformément au message de l'Abbé Pierre Fondateur ;
- h) De préserver la mémoire de l'Abbé Pierre et de son action ;
- i) De lutter contre toutes les formes de discrimination pour l'accès ou le maintien dans un logement.

Conformément à ses missions et afin de pouvoir lutter contre le mal-logement, la fondation Abbé Pierre a soutenu en 2021, sur le département de La Réunion, 17 projets à hauteur de 887 856 € (280 000 € via le Comité Habitat Logement, 25 000 € via le Comité Animations des Réseaux, 270 000 € via le programme Toit d'Abord et 84 667 € via le fonds d'urgence).

A la Réunion, les principales demandes concernent le paiement des factures d'électricité (39 %), le paiement des factures d'eau (29 %), le maintien dans le logement (19%) et l'accès au logement et l'équipement de première nécessité (9%).

Plus de 50% de ces demandes concernent des personnes résidant au sein de la microrégion Nord de la Réunion. Sur le territoire de la CINOR, la fondation Abbé Pierre dispose des 2 établissements ci-dessous :

Etablissement	Activité	Public	Commune	Masse salariale 2022	Versement Mobilité (2%)
La boutique de solidarité	Accueil des personnes en difficulté	Des personnes seules ou en couple	Saint-Denis	175 823 €	3 516 €
Relais de Bellepierre	Hébergement des personnes en précarité	Les ménages réunionnais (couple, personne seule ou des familles)	Saint-Denis	393 378 €	7 868 €

La Boutique de Solidarité de Saint-Denis :

En 2021, la boutique a accueilli 593 personnes (+ 18 %) ; ce qui traduit une accentuation de la crise sociale depuis le début de la crise sanitaire de 2019.

Le Relai de Bellepierre (pôle logement d'abord) :

En 2021, le Relais Bellepierre est devenu l'Escale, structure ayant pour vocation d'héberger des personnes en situation de grande précarité (20 places en CHAU) et des personnes en attente de l'étude de leur demande d'asile (30 places en HUDA). La fondation a poursuivi l'accompagnement de 17 ménages hébergés vers un accès logement et au 31/12/2021, 13 ménages étaient relogés sur les communes de St Denis, Ste Marie, Ste Suzanne et le Tampon.

Une analyse des pièces transmises par cet établissement, a été effectuée, afin de prouver le caractère non lucratif ; ainsi qu'une gestion désintéressée de la fondation.

A la lecture des comptes de résultat, il apparaît que la fondation est gérée, administrée à titre bénévole et qu'elle ne procède à aucune distribution directe ou indirecte de bénéfice. De plus, au niveau des Finances Publiques, la fondation Abbé Pierre n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

Au regard de ces éléments, les trois conditions cumulatives sont bien remplies conformément à l'article L.2333-64 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il vous est donc proposé d'accorder une exonération au Versement Mobilité à cette Fondation reconnue d'utilité publique pour les années 2023, 2024 et 2025. Pour les années suivantes, la fondation Abbé PIERRE devra reformuler sa demande d'exonération et fournir de nouvelles pièces justificatives.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Accorder pour les années 2023, 2024 et 2025, une exonération à la taxe Versement Mobilité aux structures gérées par la Fondation Abbé PIERRE sur le territoire de la CINOR.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président
Maurice GIRONCEL**

**DELIBERATION N° 2023/5-33
du Conseil de la Communauté
en séance du 2 novembre 2023**

OBJET :

DEMANDE D'EXONERATION AU VERSEMENT MOBILITE – FONDATION ABBE PIERRE

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'avis des commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/5-33 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Accorde pour les années 2023, 2024 et 2025, une exonération au Versement Mobilité aux structures suivantes gérées par la Fondation Abbé PIERRE sur le territoire de la CINOR :

- Le Boutique de solidarité de Saint Denis
- Le Relais de Bellepierre de Saint Denis

ARTICLE 2

Autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Nombre de votants : 42 (dont 9 procurations) Suffrages exprimés : 42 Vote pour : 42 Vote contre : 00 Abstention : 01
--